

Processus de paix pour la Syrie: chronique d'un échec annoncé



Alep sous le feu.

La crise qui a vu l'Arabie Saoudite rompre ses relations diplomatiques avec l'Iran le 3 janvier 2016 ne devait pas, selon Riyad, « compromettre les efforts de paix » pour la Syrie, censés s'exprimer à travers le « processus de Vienne » à l'occasion, notamment, d'un sommet devant se tenir à Genève début 2016. On le croit sans peine aujourd'hui encore, car les chances d'une issue favorable à ce processus semblaient d'ores et déjà pratiquement nulles avant même le dernier coup de sang diplomatique en date entre les deux principales puissances rivales de la région. D'ailleurs, les diverses pressions de dernière minute, dont certains craignent qu'elles fassent capoter le processus, ne crèveront sans doute guère qu'un pneu d'ores et déjà bien à plat. Voyons quels maux affectent les « processus de paix » qui, jusqu'à aujourd'hui, ont, sans exception, failli à leur vocation de mettre un terme à la sanglante guerre civile syrienne.

Qu'est-ce que « l'opposition syrienne » ?

« L'opposition syrienne » – soit l'ensemble des groupes, armés ou non, petits et grands, opposés au régime de Bachar al-Assad – est en cela remarquable qu'elle intègre, peu ou prou, tout et son contraire. Il n'est pas question ici d'en livrer une étude par le menu: la tâche serait immense... Donc nous synthétiserons. On y trouve des groupes animés par une interprétation des plus rigoristes de l'islam sunnite, parmi lesquels des mouvements jihadistes, aussi bien que des formations laïques et nationalistes, et toutes les nuances imaginables entre ces deux extrêmes. Le seul point commun qui les unisse tous est la volonté d'en finir avec l'actuelle gouvernance. Mais en termes de finalités poursuivies, et même de moyens, tout diffère, voire... s'oppose. Les uns veulent un Etat de nature islamique – la démocratie est pour eux annulatrice de l'islam car elle confère au peuple un pouvoir qui n'appartient qu'à Allah – et un système judiciaire fondé sur la charia et les tribunaux islamiques, tandis que les autres souhaitent des élections libres ainsi qu'une gouvernance et un système judiciaire laïcs. Certains sont les « proxys » plus ou moins fidèles de puissances régionales ou mondiales. Il y a également, au sein de « l'opposition », des éléments massivement actifs sur le théâtre des opérations, et d'autres dépourvus de toute composante militaire. L'interprétation clausewitzienne de la guerre nous enseigne que l'essence de celle-ci est la poursuite de finalités politiques par l'opposition violente des volontés. On comprendra donc que ceux qui produisent – et subissent – des effets sur le terrain, qui y vivent, tuent et meurent les armes à la main, n'accordent pas une légitimité débordante aux groupes qui n'ont aucune activité militaire, a fortiori s'ils sont en sécurité hors de Syrie, sans aucun pouvoir de cesser le feu puisqu'ils ne l'ont pas ouvert. On imagine par ailleurs les frictions qui s'opposent à la constitution d'un socle

politique d'opposition, unissant durablement autour d'un projet commun des groupes aussi différents, qui visent souvent des finalités antinomiques. Dure réalité mais réalité tout de même: aujourd'hui, aucune de ces entités ne peut se prétendre la représentante unique, synthétique et légitime de l'opposition. La cacophonie a donc de beaux jours devant elle. Par ailleurs, des groupes particulièrement puissants militairement ont la capacité de réduire à néant, sur le terrain, tout accord de paix éventuel. Certains de ceux-là, comme Jabhat al-Nusra et l'Etat islamique, condamnent purement et simplement les « processus de paix » successifs, dont ils considèrent qu'ils font le jeu de leurs ennemis.

L'indéracinable « communiqué de Genève »

Le 30 juin 2012, le Groupe d'Action pour la Syrie, composé de puissances mondiales et régionales, des Nations Unies, de l'Union Européenne et de la Ligue des Etats arabes, a produit un communiqué final de sa réunion à Genève (1). Ce document se donnait pour vocation de poser les bases d'un arrêt des combats afin de mettre en œuvre une transition politique fondée sur un processus démocratique. Il visait à l'application du « plan en six points » proposé par Kofi Annan à Bachar al-Assad le 10 mars 2012, et validé par le président syrien le 27 (2). La guerre durait depuis quinze mois et n'avait fait « que » 16 000 morts environ. Ce que l'on connaît aujourd'hui sous le nom d'Etat islamique (EI), alias Daesh, n'était alors « que » l'Etat islamique d'Irak. Il n'avait pas encore rompu avec al Qaïda. Jabhat al-Nusra était à l'époque son antenne syrienne, et n'était considéré comme organisation terroriste que par Damas et Téhéran. L'attaque sur Ghouta au gaz sarin, imputée au régime de Damas, n'avait pas encore eu lieu. Les puissances occidentales, Etats-Unis et France en tête, n'avaient pas encore laissé entendre qu'elles interviendraient militairement contre Bachar al-Assad, pour

faire volteface au dernier moment. Si quelqu'un avait alors prédit la situation actuelle au Moyen-Orient et l'intervention directe de la Russie en Syrie, il aurait été mis au pilori sans ménagement et soupçonné de toxicomanie suraigüe. Il n'est pas exagéré, en janvier 2016, de considérer que nous parlons là d'une autre époque, bel et bien révolue. Trois ans et demi de guerre supplémentaires et plus de 200 000 morts ont aggravé le bilan syrien, sans parler des famines, des millions de personnes jetées sur les routes du monde, ni du niveau insensé de dévastation qui affecte le pays, et sans oublier les conséquences sécuritaires mondiales qu'engendre l'instabilité du Moyen-Orient.



Kofi Annan, artisan du « plan en six points » promu par le communiqué de Genève jusqu'à aujourd'hui

C'est pourtant bien le communiqué final de la réunion à Genève le 30 juin 2012 du Groupe d'Action pour la Syrie qui constitue la trame de négociation du processus de Vienne aujourd'hui en cours, entre factions d'opposition et régime de Bachar al-Assad. Or, ce document ne garantit pas le départ de Bachar al-Assad préalablement à la formation d'un gouvernement de transition. Et ceci se trouve être aujourd'hui une revendication fondamentale de la plupart des groupes armés

d'opposition, qui considèrent que si cette condition n'est pas garantie, il n'y a pas de négociation possible. Revenons à la guerre vue selon le prisme clausewitzien: ces factions armées font la guerre pour chasser le régime de Bachar al-Assad et lui substituer une autre forme de gouvernance. Or, elles n'ont pas été vaincues sur le terrain après ces longues années d'un conflit meurtrier, et ne voient par conséquent aucune raison valable de tempérer leurs exigences. Donc elles n'entendent cesser le feu, a minima, qu'une fois Assad et son régime renversés, et il n'est pas question pour elles d'envisager qu'Assad participe à l'avenir de la Syrie, ne serait-ce qu'à travers la mise en place d'un gouvernement de transition. D'autant que la probabilité serait forte de voir Assad mettre à profit sa participation à la phase transitoire pour créer les conditions de sa propre pérennité: « Genève 2012 » prévoit que le gouvernement de transition organise des élections libres. Celles-ci nécessiteraient évidemment un cessez-le feu effectif sur l'ensemble du territoire, d'autant que le maintien de la Syrie dans ses frontières fait partie du paradigme. Le processus électoral serait rendu impossible par la persistance des groupes les plus belliqueux, ne seraient-ce que les puissants Etat islamique et Jabhat al-Nusra. Du coup, Assad resterait au pouvoir sous un prétexte conforme à un accord diplomatique de grande échelle, et sans avoir au préalable remporté la victoire sur le terrain... C'est sur cette base qu'échoua la conférence « Genève II », entre le 22 janvier et le 15 février 2014.

Le communiqué de Genève a été formellement endossé par le Conseil de sécurité de l'ONU le 27 septembre 2013 à travers la résolution 2118 (3). Initié par la diplomatie onusienne, approuvé par pratiquement tous les participants à la réunion du Groupe d'Action – y compris la Russie –, et confirmé par le Conseil de sécurité, le texte est, selon les modes de fonctionnement propres à l'ONU, pour ainsi dire gravé dans le marbre. Au point de constituer aujourd'hui la trame du processus de Vienne actuellement en cours, au titre de la

résolution 2254 adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 18 décembre 2015 (4), selon un scénario bien rodé à défaut d'avoir fait ses preuves en termes de résolution de conflits. Malgré tous les artifices oratoires déployés à l'occasion des prises de parole officielles s'y rapportant, le processus de Vienne campe donc sur le texte fondateur qui fut à l'origine des échecs passés (5). Pour détendre l'atmosphère, disons qu'à ce stade du présent billet, le lecteur devrait commencer à subodorer la présence inopportune d'un énorme clou de charpente solidement planté dans chaque pneumatique de la bicyclette diplomatique...

La conférence de Riyad

Les puissances régionales qui, depuis le début des hostilités, verraient d'un bon œil la chute de l'actuel régime de Damas, sont parfaitement au fait des dissensions propres à « l'opposition syrienne ». Aussi, dans le contexte actuel qui voit la Russie s'impliquer directement aux côtés d'Assad, et les discours occidentaux se détendre tant envers Moscou que Damas (6), leur a-t-il semblé urgent de contribuer à unifier un socle politique d'opposition cohérent. C'est dans ce but que l'Arabie Saoudite a organisé, à Riyad, entre les 8 et 10 décembre 2015, une conférence rassemblant une grosse centaine de représentants de « l'opposition syrienne ». Dix groupes armés ont participé à cette conférence. C'est peu. Parmi eux, trois (7) constituent, chacun, une force significative sur le terrain. Parmi ces trois-là, un – Ahrar al-Sham – a quitté la conférence pour cause d'incompatibilité politique fondamentale avec les autres, et de sur-représentation de groupes d'opposition qu'Ahrar al-Sham soupçonne de négocier trop volontiers en sous-main avec Damas. Pour se faire une idée des revendications politiques qu'il s'agissait de concilier et de leur positionnement vis-à-vis de la trame internationale de négociation, je renvoie le lecteur au tableau réalisé par Genevieve Casagrande sous l'égide du think-tank américain Institute for the Study of War, indiquant les principaux axes

politiques développés par Genève 2012, Vienne 2015, la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution, le Front Sud de l'Armée Syrienne Libre et Ahrar al-Sham (8). On notera la concession que fait Ahrar al-Sham à la démocratie: des élections libres pour choisir ceux qui seront chargés d'implémenter la charia, le principe de celle-ci ne pouvant, par nature, être soumis au vote...



Les participants à la conférence de Riyad, le 9 décembre 2015

La conférence de Riyad s'est conclue par un texte commun (9) – sans Ahrar al-Sham, donc. A sa lecture, on note des trésors de précautions pris pour maintenir le communiqué final de Genève dans son rôle structurant pour la trame de négociations. A un détail près: l'exigence du départ de Bachar al-Assad et de ses proches collaborateurs **dès le début de la période transitoire**... Par ailleurs, le texte fonde un « haut comité de négociation » constitué de 30 représentants chargés de désigner le pool qui négociera avec les autorités de Damas sous l'égide du processus de Vienne. C'est Riad Hijab, sunnite originaire de Deir ez-Zor, premier-ministre de Bachar al-Assad pendant un mois et demi avant de faire défection le 6 août 2011, qui a été désigné pour diriger ce haut-comité. La première charge est venue du secrétaire d'Etat américain John Kerry, qui s'est indigné de la non-conformité du communiqué de Riyad à celui de Genève. Riad Hijab a rétorqué que la non-participation d'Assad à la phase transitoire n'était pas négociable. La Russie s'est

indignée de la participation de Jaish al-Islam, qu'elle tient pour une organisation terroriste, au haut-comité. D'ailleurs, le leader de Jaish al-Islam, Zahran Alloush, a été tué par un bombardement dont il était sans nul doute la cible prioritaire, le 25 décembre 2015 (10). Moscou cherche également à ce que le PYD kurde syrien et son aile militaire (YPG/YPJ), tenus pour terroristes par la Turquie, participent au haut-comité ou constituent, avec d'autres groupes, une deuxième délégation de négociation. Le haut-comité de Riad Hijab manifestant son exaspération et menaçant de boycotter purement et simplement la conférence de Genève, les Etats-Unis ont entamé un jeu de pression à son encontre qui pourrait bien, en fin de compte, sonner le glas de la conférence. (11).

Conférence ou pas, accord ou pas : est-ce important?

La moindre des choses, quand on participe à des pourparlers visant sincèrement à mettre un terme à une guerre, et a fortiori quand on les organise, est de veiller à ce que le résultat des négociations puisse être implémenté sur le terrain. Or, même si l'on fait abstraction des divisions profondes qui affectent les factions d'opposition, même si l'on jette un voile pudique sur le caractère inconciliable des revendications des uns et des autres, même si l'on part du principe ridiculement optimiste que Bachar al-Assad est prêt à cesser le feu et à se retirer humblement moyennant quelques aménagements de forme, bref même si l'on renonce à tout réalisme politique de base, il restera un hic. La mise en œuvre d'un cessez-le-feu est rendue impossible par la persistance, sur le terrain, de belligérants puissants, invaincus, toujours déterminés à remporter militairement cette guerre et considérant que le but des combats n'est pas la paix mais la victoire. Jabhat al-Nusra, franchise locale d'al-Qaïda, est imbriqué avec nombre d'autres groupes armés sur le terrain, jouant avec eux de coopération

militaro-administrative tout autant que de pressions parfois considérables. Il est devenu, auprès d'eux, un vecteur de succès militaires, une source d'ingénierie, une aide à la gouvernance et... un suzerain – de fait – implacable. Or, Jabhat al-Nusra considère qu'il n'est pas temps de parler de paix mais de chasser Assad, ainsi que le rappelait son émir dans une interview télévisée en décembre 2015. Quant à l'Etat islamique alias Daesh, l'état actuel de son implantation syrienne et la nature de son projet politique n'en font pas le partenaire rêvé à l'heure d'envisager une transition pacifique au profit d'une Syrie pluraliste et séculière. Ces deux mouvements ne tiendraient aucun compte d'un accord de cessez-le feu, qu'ils verraient comme une trahison, et feraient tout pour qu'il capote sur le terrain. Ahrar al-Sham n'est sans doute guère mieux disposé qu'eux, et malgré toute la modération que veulent bien lui prêter les habitués des dîners mondains, malgré même sa participation au haut-comité issu de Riyad, Jaish al-Islam non plus. Que dire, d'ailleurs, des monarchies du Golfe, à qui la situation en Syrie (et en Irak) a paru suffisamment peu urgente pour qu'elles se consacrent à une guerre au Yémen? Quant à la souffrance des populations civiles, comme elle est de nature à ancrer les radicalités de part et d'autre, on voit mal en quoi le cynisme de belligérants endurcis par les longues années de violence extrême y trouverait une raison de s'adoucir.

La paix en Syrie n'est donc pas sur le point de survenir. La rigidité des organisations internationales, alimentée par le cynisme et / ou les défaillances politico-stratégiques des Etats qui les animent, donne même à redouter que le pire reste à venir. Si: pire, c'est toujours possible. Notamment en y mettant du sien. Et comme on a pu s'en rendre compte à Paris le 13 novembre 2015, ça a un prix. Celui du sang, ici comme là-bas. Mondialisation oblige... Et à propos de mondialisation, la question se pose avec acuité de savoir si le problème syrien n'est pas qu'une déclinaison d'un profond malaise global.

Jean-Marc LAFON

(1) Version française du Communiqué final de la Réunion du Groupe d'Action pour la Syrie, à Genève le 30 juin 2012 : <http://discours.vie-publique.fr/notices/122001263.html>

(2) Text of Annan's six-point peace plan for Syria, Reuters: <http://www.reuters.com/article/us-syria-ceasefire-idUSBRE8330HJ20120404>

(3) Résolution 2118 (2013) adoptée par le Conseil de sécurité à sa 7038e séance, le 27 septembre 2013, au format pdf, depuis le site Internet de l'ONU: http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2118%282013%29

(4) Résolution 2254 (2015) adoptée par le Conseil de sécurité à sa 7558e séance, le 18 décembre 2015, au format pdf, depuis le site Internet de l'ONU: http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2254%282015%29

(5) Communiqué conjoint agréé par les ministres lors de la réunion internationale de Vienne sur la Syrie (30 octobre 2015) (en anglais): <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/syrie/la-france-et-la-syrie/actualites-2015/article/communiqu%C3%A9-conjoint-agr%C3%A9%C3%A9-par-les-ministres-lors-de-la-r%C3%A9union-internationale?xtor=RSS-4>

(6) Contexte notamment affecté par les conséquences des attentats perpétrés à Paris par l'EI le 13 novembre 2015.

(7) Armée Syrienne Libre, Jaish al-Islam et Ahrar al-Sham. Les puissants groupes jihadistes Etat islamique

et Jabhat al-Nusra étaient naturellement absents, condamnant énergiquement le principe même de la conférence.

(8) Syrian Opposition Negotiating Positions Compared to International Frameworks (pdf), Genevieve Casagrande, Institute for the Study of War: http://www.understandingwar.org/sites/default/files/Negotiating%20positions%20for%20political%20transition%20in%20Syria_3.pdf

(9) Final Statement of the Conference of Syrian Revolution and Opposition Forces Riyadh (December 10, 2015):

<http://www.diplomatie.gouv.fr/en/country-files/syria/events/article/final-statement-of-the-conference-of-syrian-revolution-and-opposition-forces>

(10) (Re)lire à ce sujet le billet de Cédric Mas dans les colonnes de Kurultay.fr: *25 décembre : L'aviation russe tue Zahran Alloush le chef militaire de Jaish al-Islam* <http://kurultay.fr/blog/?p=515>

(11) *US piles pressure on Syria opposition to attend talks*, Jacquelyn Martin, <http://www.afp.com/en/news/us-piles-pressure-syria-opposition-attend-talks>

25 décembre : L'aviation russe tue Zahran Alloush le

chef militaire de Jaish al-Islam

Le 25 décembre 2015, l'aviation russe a frappé un regroupement de chefs rebelles et a tué Zahran Alloush, chef militaire du RCC (Revolutionary Comand Council), et surtout leader militaire de la zone rebelle de la Ghouta-est à proximité de Damas.

La biographie de ce chef rebelle jihadiste traverse toute la complexité de la guerre civile syrienne depuis 2011 à aujourd'hui.

Zahran Alloush est né en 1971. Il est le fils d'un Sheikh sunnite syrien connu, Abdullah Mohammed Alloush, qui a été exilé en Arabie Saoudite pour son opposition au régime d'Assad. Très tôt impliqué dans un activisme religieux, Zahran Alloush est arrêté à plusieurs reprises par les services de sécurité syriens.



Zahran Alloush, tué dans un raid aérien le 25 décembre 2015

La succession arrestation et de libération qui jalonne la vie de Zahran Alloush avant 2011 est un exemple de la politique ambiguë du régime d'Assad à l'égard des jihadistes.

Il est à nouveau arrêté en 2010 et détenu dans le quartier des islamistes de la prison de Sednaya, célèbre camp de détention du régime d'Assad. Il est relâché lors de l'amnistie décidée unilatéralement en mars 2011 par Bachar el-Assad, face à la contestation de sa dictature qui s'étend depuis février 2011 dans tout le pays.

Il sort en juin 2011, et immédiatement retrouve ses amis à Douma, dans la Ghouta-est, et fonde la brigade de l'Islam (Katiba al-islam), un groupe rebelle armé qui se montre très actif et efficace contre les forces de sécurité d'Assad lors des combats dans et autour de Damas.

A la fin de l'année 2012, le régime d'Assad a réussi à refouler les rebelles de Damas et de sa banlieue, par l'engagement de ses unités d'élite (la 4ème division mécanisée). Une fois la zone pacifiée, ces unités sont envoyées dans le nord, et les groupes rebelles en profitent pour lancer une offensive le 6 février 2013 (l'opération Armageddon). Bien que blessé en janvier 2013, Zahran Alloush commande alors la Katiba al-Islam, l'un des groupes le plus importants des rebelles qui conquièrent une zone importante dans le secteur de la Ghouta orientale, avec de nombreux centres urbains, dont celui de Douma.



Carte de l'offensive sur la
Ghouta orientale

Sa milice bénéficie, grâce à son père, du soutien des réseaux privés salafistes des pétromonarchies et étend son influence. Il bénéficie d'un armement lourd (des tanks T-54, T-62 et T-72 ainsi que des blindés BMP), et même de quelques missiles sol-air 9K33 Osa (SA-8 Geko) qui lui permettent d'abattre des avions du régime qui bombardent quotidiennement l'enclave de la Goutha-est.



Parade à Douma du Jaish al-
Islam sous le regard de
Zahran Alloush

Après avoir échoué à progresser vers Damas, les rebelles

doivent résister aux contre-attaques des forces loyalistes, puis s'installent dans une vaste enclave, qui est encerclée. Elle est administrée par un Conseil des Mujahidin de Douma (DMC) instauré en mars 2013 entre les différentes milices rebelles jihadistes présentes sur place, dont la Katiba al-Islam (devenue Liwa al-Islam).

Cette milice est alors une affaire de famille pour les Alloush, puisque tandis que Zahran en est le chef militaire, Mohammed Alloush est le chef politique et Islam Alloush est le porte-parole.

Le voisinage de Damas et l'efficacité militaire des rebelles de Douma en font une cible privilégiée du régime qui multiplie les bombardements et les attaques. Les rebelles, dont Alloush, accumulent donc des succès défensifs jusqu'à la nuit du 21 août 2013, où les forces d'Assad bombardent au gaz les populations de Douma, dans la Ghouta-est, en soutien d'une nouvelle offensive au sol. Ce bombardement cause plusieurs centaines de victimes, mais l'attaque lancée au sol dans la foulée échoue à nouveau (voir <https://blogs.mediapart.fr/cedric-mas/blog/210815/21-aout-2013-attaque-dassad-au-gaz-contre-la-ghouta-les-preuves>).

Les USA avaient fixé comme « ligne rouge » l'utilisation des gaz de combat contre les populations civiles, et pourtant, en août 2013, Barak Obama renonce à agir.

L'effet immédiat est désastreux pour les rebelles de l'ASL (improprement appelés « modérés » alors qu'ils sont non-jihadistes), et renforce le discours des rebelles jihadistes, présentés comme les plus durs, dont le Liwa al-Islam, qui multiplie les démonstrations de force militaire et bénéficie toujours du soutien matériel et financier de l'Arabie Saoudite.

L'automne 2013 est une période importante pour la structuration des milices rebelles jihadistes, qui profitent

de la relative perte de puissance de l'ASL, pour se rassembler en différents grands mouvements. Le 29 septembre 2013, Liwa al-Islam annonce au cours d'une grande cérémonie la création du Jaysh al-Islam, un mouvement regroupant officiellement une cinquantaine de groupes rebelles jihadistes, mais dont le cœur est formé par la milice de Zahran Alloush, qui devient donc le chef militaire de Jaysh al-Islam, dont la présence est à Douma, mais aussi à Idlib et Alep. Cet avènement engendre la fin du DMC, et la situation au sein de la zone Ghouta-est devient compliquée, avec une réelle lutte d'influence entre Zahran Alloush et les autres milices rebelles. (voir : <http://carnegieendowment.org/syriaincrisis/?fa=53432>)

Une fois les groupes rebelles jihadistes regroupés en grands ensembles, la phase suivante est celle d'un rassemblement plus grand encore : c'est la création du Front Islamique, qui associe différentes fédérations de groupes : Suqor al-Sham, Liwa al-Thawid, Ahrar al-Sham et bien sûr Jaish al-Islam.

On peut juger de la réputation militaire de Zahran Alloush au fait qu'il devient le chef militaire du Front Islamique.

Cette force militaire porte un projet politique jihadiste, visant l'instauration d'un état islamique en Syrie, une fois le régime d'Assad vaincu (ce qui n'est pas le cas des rebelles de l'ASL, non-jihadistes et portant un projet démocratique et pluraliste). D'ailleurs, en décembre Zahran Alloush annonce qu'il se retire du SMC, structure censée coordonner l'ensemble des opérations militaires des rebelles syriennes, toute orientation politique confondue.

Les discours de Alloush sont à l'époque sectaires contre les chiites, les kurdes et les alaouites, appelant à une « purification » confessionnelle de la Syrie autour de l'Islam wahhabite (voir : <http://www.joshualandis.com/blog/zahran-alloush/>)

Dans sa base de Douma, Zahran Alloush profite de l'ascendant

qu'il prend pour instaurer un régime islamisé, avec application de la Shari'a. Les opposants, notamment activistes des droits de l'homme, sont arrêtés et pourchassés (voir : <http://www.vdc-sy.info/index.php/en/reports/1390232185#.Vn7ayhH2mQt>).

Mais ses discours extrémistes passent mal auprès des Occidentaux et ses puissances tutélaires réduisent leur soutien, voire soutiennent d'autres groupes concurrents.

2014 est une année difficile pour Zahran Alloush qui doit lutter au sein même de la zone de Douma pour conserver son ascendant. D'abord, il doit régulièrement anéantir avec une violence brutale toutes les tentatives de l'Etat islamique de prendre pied dans la zone de Douma. Puis il doit lutter avec d'autres groupes, plus modérés, créés parfois récemment pour réduire son influence. La confrontation avec un autre milice, Jaysh al-Ummah, créé seulement en septembre 2014 (autour d'une célébrité de la rebellion, Abu Ali Khabiya un héros de la guerre en 2011-12), dure longtemps. Les tensions augmentent à la fin de l'année 2014 pour exploser en janvier 2015, lors que Zahran Alloush après des affrontements sporadiques les 3 et 4 janvier, une opération appelée « nettoyage du pays de la saleté de la corruption » le 5 janvier 2015.

En 6 heures, le groupe Jaysh al-Ummah est anéanti, ses chefs tués et ses hommes ralliés. Ses derniers membres se rendront aux forces gouvernementales en mars.

L'année 2015 se présente sous de meilleurs auspices pour Zahran Alloush.

Il bénéficie à nouveau du soutien financier et matériel des pétromonarchies. Il a pour cela beaucoup « adouci » son langage, même si ses méthodes restent brutales (comme le montrent des exécutions régulières de membres de l'Etat Islamique). Son cousin, Mohammed Alloush est devenu le responsable politique du RCC (instance de coordination des

fronts rebelles).

Le double discours qu'il tient, selon qu'il s'adresse à ses miliciens, ou à des médias occidentaux le rend d'autant plus présentable qu'il montre toujours des capacités militaires reconnues (voir pour un exemple de double discours l'interview donnée à un média occidental où un gouvernement de religieux devient un gouvernement « technocratique » : <http://www.thedailybeast.com/articles/2015/12/15/the-rebel-commander-of-damascus.html>)

En mai 2015, il quitte de Douma vers la Jordanie, puis se rend en Turquie pour y rencontrer les leaders des instances islamiques syriennes à Ankara, ainsi qu'un leader d'Ahrar al-Sham, l'autre puissant groupe de la rebellion jihadiste. Sous supervision turque, il s'agit d'éviter une rivalité néfaste entre Ahrar al-Sham et Jaysh al-Islam, deux des composantes majeures du front islamique (voir : <https://now.mmedia.me/lb/en/NewsReports/565149-top-damascus-rebel-in-turkey-amid-regional-moves>)

Après ces rencontres, Zahran Alloush retourne à Amman puis rentre en Syrie où il supervise l'offensive du front sud rebelle. Il assiste, avec un rôle de conseiller militaire « technique » (à la manière de l'iranien Qassem Soleimani pour le camp d'Assad) les groupes de ce front, majoritairement de l'ASL, dans leur attaque des positions loyalistes dans le secteur de Deraa le 9 juin 2015. Après un succès initial (la prise de la base de la 52^{ème} brigade en 6 heures) et une avance prometteuse, menaçant la base aérienne de al-Thaala, l'opération échoue devant l'assistance apportée par les Druzes aux forces d'Assad.

En effet, au même moment plus au nord, à Qalb Loze, près d'Idlib, des miliciens du front al-Nosra massacrent une vingtaine de Druzes qui protestaient contre leur expropriation.

L'incident est habilement exploité par la propagande d'Assad, et la panique se répand dans toute la communauté druze, malgré les interventions du leader druze libanais Walid Joumblatt. A l'appel du Sheikh druze Abu Khaled Shaaban, les milices druzes s'engagent aux côtés des groupes de la NDF d'Assad. Les assauts contre al-Thalaa sont un échec et l'offensive s'arrête le 13 juin.

Puis Zahran Alloush revient à Douma et lance en août sa propre offensive au nord de l'enclave. Les forces de Jaish al-Islam capturent une zone importante et coupent l'autoroute Damas-Homs (M5).

L'intervention de la Russie au secours du régime de Damas bloque tous les projets d'offensive de la rébellion, tandis que les initiatives internationales se multiplient pour trouver une solution au conflit.

Au moment de sa mort, Zahran Alloush est un leader aux compétences militaires reconnues, mais dont les projets politiques extrémistes et les méthodes violentes étaient très contestées, même s'il les avaient adoucies sous la pression internationale en tenant un double discours qui ne doit pas tromper sur ses intentions réelles. Ses méthodes brutales au sein de la zone de Douma, qu'il considère comme sa possession, en font un dictateur potentiel dénoncé aussi bien par les pro-Assad que par certains rebelles attachés à l'instauration d'une démocratie en Syrie.

Il était aussi le chef d'une des forces jihadistes les plus importantes, l'une des plus puissantes militairement, et qui était la seule parmi les groupes jihadistes à avoir signé le texte final de la conférence de Riyad dès lors que Ahrar al-Sham s'en est retiré (voir ici : <http://carnegieendowment.org/syriaincrisis/?fa=62263>).

Sa mort est donc un coup fort de la Russie, à priori aidée par des renseignements obtenus par les forces syriennes

loyalistes. D'abord dirigé contre les rebelles jihadistes, il frappe aussi par ricochet les initiatives de l'Arabie Saoudite qui peine à imposer sa volonté de transition aux groupes jihadistes qu'elle a armé.

Et surtout, elle affaiblit la rébellion syrienne dans la zone de la Douma, au moment où les forces d'Assad progressent dans le sud de l'enclave (secteur des bases d'hélicoptères de Marj as-Sultan). Pire, l'évacuation de proches de la rébellion au sud de Damas va libérer des forces de Damas et de ses alliés pour relancer les attaques contre Douma (qui ne bénéficient pas du repli des défenseurs de ces poches, exfiltrés vers le Nord par un accord local sous supervision de l'ONU).

Il est donc fort probable que les opérations des forces loyalistes, soutenues par l'aviation russe, reprennent et s'étendent dans la zone de la Ghouta-est, enclave urbanisée et martyrisée depuis plus de 3 ans.

Mais paradoxalement, la mort d'un des grands leaders militaires jihadistes peut aussi renforcer les rebelles de l'ASL. Les unités de la rébellion non-jihadiste, que l'on croyait moribondes, ont, en effet, démontré leur puissance lors des victoires défensives d'octobre 2015 au nord de Homs, au nord de Hama et dans le secteur de Salma face aux offensives des forces pro-Assad soutenues par l'aviation russe.

Seul l'avenir nous dira à qui profitera durablement la frappe qui a tué le chef militaire du Front islamique ce 25 décembre 2015.

CM le 26/12/2015